

Solidaires en action^{N° 16}

Le 22 mai 2009

Le 26 mai, le 13 juin, et nous ...

Après une présentation par le Secrétariat National (voir le texte préparatoire), **11 organisations professionnelles et 18 Solidaires locaux sont intervenus dans le débat sur ce sujet lors du Comité national.** De manière générale, ces différentes interventions témoignent notamment :

- ⇒ d'une **situation diversifiée quant à la journée du 26 mai. Il conviendra** que Solidaires appuie les initiatives locales ou sectorielles qui existent. Un tract spécifique, pointant notamment les différents appels unitaires, est envoyé.
- ⇒ du fait que, sauf forte évolution des luttes dans un secteur, la journée du **13 juin** sera sans doute la dernière mobilisation de masse avant l'été. Notre intérêt, comme pour tous ceux qui poussent à un futur mouvement général, est que cette journée soit une réussite. Elle devra être l'occasion d'une **diffusion massive de nos analyses et revendications** (en incluant notre questionnement de plus en plus fort sur la stratégie d'action)
- ⇒ d'une **confirmation très large de notre participation à l'intersyndicale nationale** et de la nécessité d'une forte vigilance par rapport aux revendications concrètes qui vont être élaborées en son sein.
- ⇒ de la nécessité à moyen terme d'avoir une **réflexion collective (qui sera rendue publique) de bilan sur cette 1ère étape d'un mouvement qui s'inscrit dans la durée.**
- ⇒ de voir **comment Solidaires peut physiquement être présent pour apporter son soutien aux salarié-e-s des entreprises en lutte** où nous sommes absents.
- ⇒ de la nécessité d'une réflexion lors d'une prochaine instance nationale sur la notion même de « convergence des luttes » et sur les modalités qui peuvent permettre de construire une action interprofessionnelle de masse au-delà des seules équipes syndicales.
- ⇒ d'avoir comme perspective, au vu de l'évolution des semaines à venir, un profil permettant de **favoriser la mise en œuvre d'un cadre de discussion large** (syndicats, associations, partis politiques) visant à élaborer un cadre revendicatif commun précis par rapport à la crise...
- ⇒ Et de **travailler au développement de Solidaires**, à notre implantation dans les entreprises où nous sommes encore absents, car c'est indispensable pour peser dans le rapport de force intersyndical, et pour être au cœur des luttes ... car **nous ne sommes pas là pour commenter l'actualité sociale mais pour la faire !**

Les organisations de Solidaires ont reçu les appels à la grève, très souvent unitaires, pour le 26 mai : de nombreux départements, et aussi Finances, SNCF, La Poste, France Télécom, Protection sociale, ... Bien sûr cela ne transformera pas ce 26 mai en un mouvement à la hauteur de ce qui serait nécessaire. Mais les appels unitaires à la grève montrent que bien des militant-e-s d'autres organisations pensent aussi qu'il faut agir plus fortement que ne l'organisent les confédérations.

8^{ème} semaine de grève et d'actions à EDF/GDF Suez.

Il aura fallu quelques dossiers par terre, deux, trois bureaux déplacés, quelques cadres vertement engueulés, il aura fallu 74 arrestations de salariés dont de nombreux responsables syndicaux pour que subitement, les médias et une partie de la classe politique s'intéressent d'un peu plus près au conflit à EDF/GDF-SUEZ. Et encore, certains ont, comme à leur habitude, craché leur haine sur notre mouvement, tentant de nous faire passer pour des casseurs. Rien n'a été cassé au local de l'Unemig (chambre patronale) ; en revanche, **nos patrons ne cessent de casser depuis des années le service public, l'emploi et nos organisations de travail.** Plus, leurs pratiques de voyous ne cessent de s'étaler à la une des journaux avec le flicage privé de Greenpeace et du Réseau Pour Sortir du Nucléaire.

Ils ont d'autant moins de leçons à donner qu'ils n'ont pas oublié, ces dernières années, de s'augmenter grasement y compris en plein conflit, tout en refusant d'en faire de même pour ceux qui créent les richesses de

cette entreprise. Ils peuvent donc répondre aux revendications des salariés : salaire, emploi, arrêt de la sous-traitance.

Ils ont pourtant choisi la répression : après les dizaines de convocations pour entretien avant sanction, il y a eu les assignations en référé pour faire déclarer illicites les modalités de grève dans les centrales nucléaires. Loin d'intimider les salariés en grève et en action, cette attitude décuple leur détermination. Ainsi la mobilisation est plus vivante que jamais, elle s'étend dans de très nombreuses unités de Production Nucléaire et thermique et elle tient incroyablement à ERDF et GRDF où elle rentre dans la 8^{ème} semaine.

Les salarié-e-s, avec leurs syndicats locaux, multiplient les actions en interne et en externe. Ils ne sont pas prêts de lâcher. **Répons-le, ce mouvement est historique. Défendons-le, popularisons-le, aidons-le, faisons en sorte qu'il soit un point d'appui pour d'autres luttes.**

Grève chez PSA à Aulnay.

Inoplast à Flers, Valéo à Amiens, Lear Corporation dans l'Oise, le récent numéro 13 du bulletin de Solidaires Industrie revient sur quelques grèves, qui montrent que la combativité ouvrière est bien là, malgré la crise... et contre la crise. Voici l'article sur le mouvement chez PSA à Aulnay.

En Seine-Saint-Denis on monte les C2 et C3 Citroën à tour de bras au sens propre et figuré. La crise de l'automobile n'a pas touché la production des petits modèles PSA produits dans cette grande usine. Ça n'avait d'ailleurs pas empêché la direction de supprimer une ligne sur deux en maintenant les mêmes volumes, au grand profit des cadences pour ceux qui restaient !

Comme ça ne suffisait pas on a fait venir comme « volontaire » des ouvriers de Mulhouse et Rennes qui sont en chômage partiel avec une petite prime de déplacement. Le PDG C. Streiff est même, lui aussi, venu rendre une petite visite pour voir le site avant d'être débarqué comme un simple intérimaire par la famille Peugeot et remplacé par P. Varin. Les ouvriers ne le plaignent pas mais, regrettent par contre les centaines de collègues intérimaires qui ont été eux, licenciés pour faire de la place... et sont désormais au Pôle emploi.

La lutte d'Aulnay en mars 2005 (Sud- Solidaires et CGT principalement) avait permis un accord, qui indemnisait le chômage partiel pour l'ensemble des usines à 100%.

Bien sûr, la direction veut revenir dessus et a trouvé des syndicats collabos sur l'entreprise (CFDT, CFTC, CGC, FO et SIA (ex CFT-CSL)) pour obliger les ouvriers en chômage partiel à venir à l'usine pour « formation », c'est à dire en gros balayer l'atelier et refaire les lignes au sol à la peinture !

Nos camarades de Sud auto ont dénoncé au personnel cet accord et appelé (seuls...) à la grève des samedis travaillés. Ce n'est pas quand le chômage explose, que des millions de travailleurs pointent au pôle emploi, que les chiffres officiels indiquent plus de 65 000 nouveaux chômeurs pour le mois de mars, que les ouvriers d'Aulnay doivent travailler plus vite et davantage ! Ils refusent le mot d'ordre sarkozyste qui revient à « travailler plus pour gagner moins » et veulent travailler moins pour travailler tous !

Arrêt du travail le samedi ! Maintien de l'emploi ! Maintien de l'indemnisation à 100% s'il y a du chômage technique ! Retour aux préretraites par dispense d'âge pour les vieux ouvriers sur les chaînes !

L'information et « les forces de l'ordre ».

Une fois de plus, une fois de trop, « les forces de l'ordre » ont empêché des journalistes d'exercer leur profession.

Avant de procéder à l'évacuation, vendredi 15 mai au soir, des « *Enfants de Don Quichotte* » des quais de la Seine où ils venaient d'installer leurs tentes de protestations contre le mal-logement, des policiers ont évacué manu militari des journalistes dont une équipe de France 2. Depuis le début de l'année, on ne compte plus les différents incidents qui ont vu des policiers s'interposer

entre des événements et les journalistes chargés d'en rendre compte.

Le Syndicat National des Journalistes (SNJ) interpelle publiquement la ministre de l'intérieur et lui demande de donner des directives claires aux fonctionnaires de police afin qu'ils respectent le droit des journalistes à informer les citoyens.

Le SNJ, aux côtés de chaque journaliste en difficulté dans ce cadre, saisira les tribunaux, chaque fois que nécessaire pour faire respecter le droit à l'Information dans notre pays.

Deux semaines de grève dans la restauration ferroviaire.

Commencée lundi 11 mai 2009, la grève des personnels de CREMONINI qui assurent la restauration à bord des TGV se poursuit, à l'appel de l'intersyndicale SUD Rail/ CFDT/ CGT/ FO. Depuis le début du mouvement, les salarié-e-s ont multiplié les actions : rassemblements devant le siège de la SNCF, occupations des locaux, envahissements de CE, distributions de tracts aux usagers, etc. A ce jour, les propositions du « médiateur » du Ministère des Transports sont loin d'être à la hauteur des attentes des grévistes. Les personnels mobilisés continuent à demander :

- une garantie de salaire basée sur l'année 2008, alors que CREMONINI veut les baisser. C'est d'autant plus scandaleux que la SNCF a garanti une période de 6 mois (de mars à août) sans pénalité à CREMONINI,
- le maintien des plannings de travail tels qu'ils étaient à la reprise de l'activité par CREMONINI,
- la suppression totale des repiquages (voyage supplémentaire après un aller-retour, sur une seule journée, entraînant un repos hors résidence),

La Fédération SUD-Rail, qui organise l'ensemble des travailleurs/ses du rail quel que soit leur statut, soutient les personnels mobilisés. **Pour SUD-Rail, il est temps que la SNCF reconnaisse son erreur de confier la restauration ferroviaire à une société privée uniquement préoccupée par ses profits et intègre le personnel de la restauration ferroviaire à la SNCF.**